

***Notre agriculture est en danger, ce qu'il faut faire*, Xavier Beulin avec Yannick Le Bourdonnec, Tallandier, Paris, janvier 2017, 220p.**

Note rédigée par François Doligez, agroéconomiste à l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement (Iram), (f.doligez@iram-fr.org) ; www.iram-fr.org.

Cet ouvrage de Xavier Beulin avec Yannick Le Bourdonnec revient sur les défis globaux que traverse actuellement l'agriculture française. Sur un ton engagé, les auteurs cherchent ainsi à mettre en débat les questions agricoles, et exposent leur vision pour sortir de la crise.

Trois éléments sont importants à rappeler avant d'aborder cet ouvrage. Xavier Beulin est décédé brusquement en février 2018 à l'âge de 58 ans. Président depuis 2010 le principal syndicat agricole français, la FNSEA, ainsi que, depuis 2000, un groupe agro-industriel important, en particulier dans les oléoprotéagineux (Sofiproteol-Avril), il brigue alors un nouveau mandat à la tête du syndicat. Enfin, comme lui-même le rappelle (p. 13), l'exercice consistant à « formuler [sa] vision pour l'avenir » dans un livre s'inscrit dans une tradition ancrée chez ses prédécesseurs à la tête du syndicat (Michel Debatisse, François Guillaume, Raymond Lacombe, Luc Guyau, Jean-Michel Lemétayer).

LES 5 PRINCIPAUX CONSTATS DE L'OUVRAGE

L'ouvrage vise donc à mettre les questions agricoles en débat public, ce qui explique le ton engagé, les interpellations qu'il contient et, parfois, les raccourcis destinés à accrocher l'attention du lecteur. Par exemple, sur la crise du secteur amenant au désespoir et au suicide des agriculteurs, « *quand une usine ferme, c'est dramatique, quand des milliers de fermes cessent leurs activités, ça l'est également, non ? Deux poids, deux mesures [vis-à-vis de l'attention des politiques]* » (p. 10). Rédigé avec l'appui d'un ancien journaliste de la presse économique¹, aux Échos et au Nouvel Économiste, il développe son approche sur un rythme à cinq temps.

Premier temps : engagement et représentation syndicale. Le premier temps rappelle « *l'engagement* » et, d'abord, les notions d'accompagnement et de proximité à la base de la représentation syndicale (p. 19) et du rôle de ce dernier dans la démocratie sociale : conventions collectives, gestion des organismes sociaux (santé, emploi, formation professionnelle), dialogue social, même si ce dernier demeure limité à l'interprofession car l'auteur regrette que la FNSEA ne soit pas reconnue comme organisation patronale.

Deuxième temps : importance et modernité du secteur agricole. Le deuxième temps, « *Avancer* », part de l'importance économique du secteur agricole en termes d'emplois (filières agro-alimentaires comprises) et de sa modernisation, à commencer par les cinq grands piliers. Ces derniers permettent de décliner, en France, la Politique agricole commune (PAC) de

¹ Voir l'entretien avec Y. Le Bourdonnec dans *L'information agricole*, n°905, mars 2017, p. 18.

l'Europe : sécurité sociale agricole, politique des structures, organisation économique pour gérer l'offre, modernisation de l'élevage et actions en faveur des zones défavorisées (p. 73). De nombreux instruments ont été mis en place avec l'appui du syndicat (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ou SAFER, indemnités viagères de départ pour accompagner les départs des agriculteurs âgés, dotations pour l'installation des jeunes agriculteurs, etc.) pour appuyer ces zones.

Troisième temps : revendications « *Qu'on nous laisse produire !* ». Après le rappel de l'approche initiale de la politique agricole fondée sur les « *revenus agricoles* », les divergences croissantes entre pays européens au niveau de la déclinaison de la PAC, « *certaines pays encourageant l'investissement* » (p. 92), et l'échec de l'approche « *par les normes* » des questions environnementales liées aux systèmes de production agricoles sont dénoncés. Par ailleurs, de nouvelles opportunités se présentent au secteur, qu'il s'agisse des énergies renouvelables (photovoltaïque et méthanisation en lien avec l'élevage) (p. 107), ainsi que la perspective de nouveaux débouchés industriels dans les biocarburants² ou la chimie du végétal par exemple (p. 116). La « *vocation exportatrice* » de la France agricole est rappelée quand bien même le pays ait été relégué du deuxième au cinquième rang des exportateurs agro-alimentaires derrière les États-Unis, l'Allemagne, les Pays-Bas et, depuis 2010, le Brésil.

Pour cela, l'enjeu de la reconnaissance des indications géographiques afin d'éviter le risque de standardisation des productions agricoles dans les négociations du commerce mondial est rappelé, la volatilité des prix constituant une contrepartie de l'ouverture des marchés internationaux (p. 124).

Quatrième temps : « les moyens de l'ambition » à l'appui de cette vision. La création d'un statut d'agriculteur est proposée afin « *d'éviter l'accaparement et la financiarisation des terres par des sociétés d'investissement* » (p. 130). Afin d'éviter la « *confusion entre la taille de l'exploitation et le modèle économique* » (p. 134), de nouvelles formes de coopération économique sont promues pour améliorer la compétitivité par regroupement de l'offre tout en maintenant l'indépendance des agriculteurs comme « *apporteurs* » (p. 134). Elles amènent à redéfinir la contractualisation des filières au-delà de l'intégration promue par les groupes industriels considérant les producteurs comme de simples prestataires de service ; mais aussi à remettre en cause le statut des exploitations comme entreprises familiales par la promotion des formes sociétaires permettant d'introduire de nouveaux modes de gestion au sein de l'exploitation agricole. Pour organiser la production selon ces nouvelles formes de coopération, le groupe Avril est présenté comme référence d'une organisation en interprofession où les agriculteurs développent des « *participations minoritaires dans les entreprises (...) pour financer la croissance et l'innovation, (...) [deviennent] majoritaire dans les catégories d'entreprises essentielles pour le secteur, (...) et [entrent] au capital de holdings industrielles de nombreuses coopératives, négociants, semenciers, (...) [afin], par voie de conséquence, de renforcer la filière* » (p. 141).

² Le Copa-Cogeca, syndicat européen dont la FNSEA fait partie, défend le soutien aux agrocarburants au nom des objectifs énergétiques et climatiques mais, aussi, dans le prolongement du « plan protéine » duquel est issu Sofiproteol-Avril, afin d'assurer une plus grande autonomie dans l'approvisionnement en protéagineux pour l'alimentation animale.

S'il ne s'agit pas d'une démarche basée sur le profit³, elle inscrit néanmoins le mode d'organisation dans une logique capitaliste d'investissement qui ne recouvre pas l'ensemble des exploitations agricoles, à commencer par l'agriculture paysanne⁴.

Enfin, le dernier moyen envisagé est celui du progrès⁵, ou de l'innovation dans tout ce qui touche le secteur (robotique, numérique, révolution génétique et les biotechnologies), y compris l'adaptation au changement climatique, elle-même invoquée « *pour répondre à la demande alimentaire mondiale tout en limitant son impact sur le climat* » (p. 165).

Cinquième temps : un appel au changement au sein de la profession. « *Le monde change, adaptons-nous* » fait écho à l'intégration, dans l'univers professionnel des agriculteurs, de l'agriculture biologique ou de l'agriculture urbaine (p. 171). Au-delà, l'appel au dialogue du monde agricole avec la société est revendiqué pour contrecarrer les « *demandes irrationnelles* » d'un monde urbain « *les pieds dans le béton* » (p. 180), la « *nostalgie du monde agricole d'antan* » (p. 182), mais aussi pour sortir de l'obsession du prix bas des produits alimentaires et « *intégrer dans le prix les coûts liés au territoire* » (p. 189). A l'échelle internationale, la notion de co-développement est mise en avant, basée sur l'idée de cohabitation entre différents types d'agriculture (p.194). Elle repose sur la promotion de stratégies filières et d'interprofession telles que le groupe Sofiproteol-Avril la met en œuvre au Maroc, au Sénégal ou, plus récemment, au Burkina Faso via le fonds Agropol.

Dans cette vision, l'aide au développement est amenée à évoluer du « *caritatif* », y compris via les échanges de paysans à paysans, vers des partenariats professionnels entre organisations de producteurs afin d'œuvrer à la « *prise de conscience d'un avenir commun et d'une convergence d'intérêts entre les pays du Nord et du Sud* » (p. 202).

CONCLUSION

Dans sa conclusion, X. Beulin utilise la formule où « *tous les ubérisés de la terre pourront se lancer à l'assaut des vieilles citadelles* » (p. 213) et rappelle les origines agricoles de la crise globale. Mais l'appel à refonder la politique agricole régionale à partir d'une approche financiarisée (assurances et fonds de stabilisation), la confiance dans l'innovation et la recherche (le « progrès ») ainsi que la démarche contractuelle préconisée pour rééquilibrer les rapports sociaux de production suffiront-ils à rassembler les agriculteurs dans leur diversité et répondre aux défis globaux qui les menacent et dont le livre se veut l'écho ?

³ Le groupe Avril est détenu par une fondation à titre d'actionnaire de référence (cf. RECMA, n°349, juillet 2018, p. 7).

⁴ Comme le rappelle un dossier sur Sofiproteol-Avril, à charge, de la Revue Campagnes solidaires, n°307, juin 2015.

⁵ La critique de l'interdiction du glyphosate au nom de l'essor du non-labour (semis sous couvert végétal) est à ce niveau, importante à signaler.